

Aspects économiques de l'inégalité linguistique



Áron Lukács

Référant: Dr. Gergely Kovács
College for Modern Business Studies
Tatabánya, Hongrie
Avril 2007

Sommaire

Résumé	3
Introduction	5
I. Coûts de l'apprentissage des langues	7
1. Coûts directs de l'apprentissage des langues.....	7
2. Coûts de renoncement de l'apprentissage des langues.....	11
II. Coûts des pertes d'informations dues aux difficultés de communication	11
III. Coûts supplémentaires pour la société et l'économie	14
IV. Désavantages pour ceux qui ne parlent pas la langue de communication spécifique comme langue maternelle	16
V. Avantage concurrentiel du Royaume-Uni dans l'Union Européenne, une conséquence de l'inégalité linguistique.....	18
1. Coûts directs de l'apprentissage des langues.....	21
2. Coûts de renoncement de l'apprentissage des langues.....	21
3. Coûts résultant d'autres facteurs	21
4. Synthèse	22
VI. Suggestions pour atténuer le problème.....	23
Bibliographie.....	24

Résumé

Les activités des États membres et de l'Union Européenne sont “conduites conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre” (Article 4 du Traité instituant la Communauté Européenne, version consolidée).

Cette étude décrit la mise en oeuvre pratique de ce principe fondamental de l'Union Européenne dans le domaine de l'utilisation des langues.

La conclusion de la présente étude est que dans la situation actuelle, l'utilisation des langues de l'Union Européenne fausse le marché et entrave considérablement la libre concurrence. A court terme, ceci avantage les citoyens et les entreprises de quelques pays de l'UE, mais désavantage les citoyens et les entreprises de la plupart des autres États membres. Sur le long terme, cela constitue un obstacle à un développement économique plus efficace de l'UE dans son ensemble.

L'apprentissage des langues dans l'UE coûte environ 60 milliards d'euros par an. Ce montant n'inclut pas le coût des voyages et des séjours effectués dans d'autres pays dans le but d'apprendre des langues. Pour les seules personnes se rendant en Grande-Bretagne, le montant atteint environ 13 milliards d'euros par an. Si l'on considère également le temps passé à apprendre les langues et si l'on monétise ce temps (sur la base du coût moyen du travail dans l'UE), on atteint un total de 210 milliards d'euros dépensés par an.

Les coûts de traduction et d'interprétation sont moindres, mais non négligeables: environ 6 milliards d'euros par an. Il y aurait davantage de facteurs à prendre en compte, mais ils sont difficiles à quantifier. Ce sont par exemple les pertes d'informations dues aux problèmes linguistiques ou les difficultés rencontrées par certains acteurs dans la coopération économique internationale ou dans d'autres coopérations. Une estimation grossière du coût de ces facteurs pour l'UE donnerait un montant s'élevant au moins à 70 milliards d'euros par an.

On arrive ainsi à une facture totale d'environ 350 milliards d'euros par an, ce qui équivaut à plus de 3% du PIB de l'Union Européenne (voir la figure concernant l'année 2005).

Néanmoins, le problème le plus important ne réside probablement pas dans le montant, mais dans la répartition de cette somme. C'est principalement la Grande-Bretagne qui récolte les bénéfices de cette situation alors que la plupart des autres pays perdent de l'argent. Selon les estimations de cette étude, les citoyens des autres États membres de l'UE payent à la Grande-Bretagne chaque année environ 900 euros par personne de manière détournée. Ce processus se déroulant déjà depuis de nombreuses années, la facture ne fait que s'alourdir. En

imaginant qu'il se poursuive sur une période de 20 ans à un taux d'intérêt de 10%, le coût de celui-ci atteindrait environ 55 000 euros par personne.

Introduction

Cette étude examine dans quelle mesure la situation linguistique actuelle de l'UE répond aux principes de l'économie de marché et au besoin d'une concurrence équitable sur le marché.

Le Traité instituant la Communauté Européenne (que nous mentionnerons désormais comme Le Traité) fait état de la chose suivante (1):

“Article 4.

1. Aux fins énoncées à l'article 2, l'action des États membres et de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite **conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.**”

Le Traité détaille par ailleurs quelles obligations incombent aux États membres pour permettre **“une économie de marché ouverte où la concurrence est libre”**. Ces obligations impliquent que les États membres ne peuvent intervenir pour fausser la concurrence sur les marchés ou garantir un avantage compétitif injuste à certains secteurs de l'économie, entreprises ou à l'intégralité d'un État-Membre.

A ce propos, il est pertinent de faire une note explicative sur la signification de la compétitivité des pays. Bien que quelques auteurs affirment que la compétitivité ne peut être définie pour un état entier, mais seulement pour des entreprises ou des groupes d'entreprises, ce point de vue est contesté par beaucoup d'autres auteurs dont je fais partie. Je pense que ceux qui considèrent que la compétitivité existe aussi à l'échelle d'un pays ont raison. Par exemple, l'OCDE définit cette notion de la manière suivante:

„Le degré auquel un pays peut, en conditions de marché libre et de concurrence non faussée, produire des biens et services qui satisfont les exigences des marchés internationaux, tout en maintenant et en augmentant simultanément les revenus réels de leur population sur le long terme.” (2)

Une autre institution internationale respectable reconnue, le forum économique mondial en Suisse, publie régulièrement des statistiques montrant la compétitivité de chaque pays (3).

Concernant la présente étude, il est important de noter que le Traité apporte un soin particulier à atténuer les différences de développement économique entre les États membres et entre les régions.

„Article 158.

Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale. En particulier, la Communauté vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales.”

D'après le passage cité ci-dessus, il est nécessaire d'examiner dans quelle mesure les difficultés de communication influencent la compétitivité de chaque États-Membre au sein de l'Union Européenne, dans quelle mesure ces dernières faussent le marché et comment elles profitent à l'économie de certains pays et/ou en désavantagent d'autres. Il n'est pas particulièrement nécessaire de prêter attention aux effets de la situation dans le cas où le désavantage causé par les difficultés de communication est insignifiant (bien que des éléments d'ordre culturel ou autres plaideraient en faveur de certaines réformes, mais ce n'est pas le sujet de cette étude). Néanmoins, dans le cas où des difficultés de communication fausseraient significativement la compétitivité sur le marché, des actions dans l'esprit du Traité devraient alors être engagées.



I. Coût de l'apprentissage des langues

L'apprentissage des langues engendre de nombreux coûts que l'on peut classer en deux grands groupes:

1. Les coûts directs de l'apprentissage des langues
2. Les coûts de renoncement de l'apprentissage des langues

1. Coûts directs de l'apprentissage des langues

Dans ce chapitre, j'analyse les coûts annuels payés par l'État et l'individu pour apprendre des langues étrangères en Hongrie et dans l'Union Européenne.

Différentes études prouvent qu'une personne dotée de capacités d'apprentissage situées dans la moyenne a besoin de 2000 heures de travail pour maîtriser sa première langue étrangère à un degré lui permettant de l'utiliser pour des conversations d'un niveau élevé ou même pour la pratiquer à un niveau satisfaisant en milieu professionnel. Cependant, cette connaissance de la langue n'en demeure pas moins éloignée de la maîtrise qu'aurait un natif de cette langue, et par conséquent, l'exercice de la langue par un non-natif est moins compétitif face à l'aisance d'un natif. Ce point sera davantage discuté plus tard dans la partie **“Désavantages pour ceux qui ne parlent pas la langue de communication spécifique comme langue maternelle”**.

La durée de 2000 heures mentionnée ci-dessus correspond exactement à une année de travail pleine. La maîtrise d'une deuxième langue étrangère nécessite généralement 20% de temps en moins que pour l'apprentissage de la première, ce qui correspond à 1600 heures de travail.

Les coûts directs de l'apprentissage des langues pour un individu (achat de livres, cahiers, etc...) existent quand bien même l'État en finance l'apprentissage, cependant, comparés aux sommes engagées par l'État, ces coûts restent relativement bas.

Selon une étude faite en Suisse, l'enseignement des langues étrangères représente 10% du coût total de l'enseignement. L'étude établit que ce ratio ne diffère pas d'un pays à l'autre et la considération du coût de diverses méthodes d'enseignement dans des écoles différentes nous donne un chiffre comparable (les dépenses variant entre 5 et 15%) (4).

D'après la base de données du bureau hongrois des statistiques, KSH (5), les dépenses du gouvernement pour l'enseignement public se sont élevées à 1170 milliards de HUF en 2005.

Au 30 septembre 2008, un euro équivaut à 243,17 forints hongrois (abrégés par HUF), selon les données du site de la Banque Nationale Hongroise. Cette base de données KSH nous a aussi permis de connaître le montant de son salaire que dépense en moyenne une personne par an pour se former. (6) En 2005, la somme s'élevait à 5418 HUF par an. Cette somme est prélevée sur le revenu net (après imposition). En conséquence, il convient également de considérer l'effet sur l'impôt sur le revenu et la cotisation pour la sécurité sociale. Ces impôts et ces taxes représentent en moyenne un montant équivalent au salaire net. Dans la mesure où les dépenses pour l'enseignement sont en majorité payées par les personnes économiquement actives (les retraités payent relativement peu), les 5418 HUF doivent être multipliés par au moins 1,7 – il s'agit là d'une estimation grossière prenant également en compte d'autres facteurs. Par conséquent, en 2005, la contribution moyenne d'un individu pour financer l'enseignement était de 9210 HUF. Si l'on considère les 10 millions d'habitants, on peut conclure que la population dépense directement 100 milliards de HUF pour l'enseignement. Ainsi tout l'argent dépensé pour l'enseignement en 2005 s'élève à un total de 1300 milliards de HUF. 10% de ce montant équivaut à 130 milliards de HUF. (À propos, parmi les dépenses du particulier pour l'enseignement en général, l'enseignement des langues tient évidemment une part plus importante que dans les dépenses gouvernementales, mais en considérant que les coûts pris en charge à titre personnel sont relativement réduits en proportion du coût total, nous utiliserons ici le chiffre de 10% pour simplifier).

En 2005, le PIB était de 22000 milliards de HUF et 130 milliards de HUF représente 0.6% du PIB!

Le tableau 1 de la page suivante présente les proportions et le montant des dépenses publiques pour l'enseignement dans l'Union Européenne. Au sujet des pays de la Communauté, voici les données suivantes que nous avons trouvées à propos des coûts de l'enseignement en 2003 (les chiffres de la dernière colonne correspondent aux résultats de calculs personnels) (7).

Table 1.: Dépenses gouvernementales pour l'enseignement et pour l'enseignement des langues

	Dépenses du gouvernement pour l'enseignement (milliards d'euros à parité de pouvoir d'achat)	Dépenses du gouvernement pour l'enseignement (en pourcentage du PIB)	Dépenses d'un particulier pour l'enseignement (en pourcentage du PIB)	Dépenses pour l'enseignement des langues (milliards d'euros à parité de pouvoir d'achat)
UE-25	515.6	4.9	0.6	57.873
UE-15	470.5	4.9	0.6	52.811
Zone Euro	364.1	4.8	0.6	40.961
Belgique	16.1	5.8	0.4	1.721
République Tchèque	6.8	4.3	0.4	0.743
Danemark	11.7	6.7	0.3	1.222
Allemagne	91.5	4.4	0.9	11.022
Estonie	0.8	5.3	:	0.080
Grèce	8.2	3.9	0.2	0.862
Espagne	38.2	4.2	0.5	4.275
France	88.5	5.7	0.6	9.782
Irlande	5.1	4.1	0.3	0.547
Italie	64.1	4.5	0.4	6.980
Chypre	0.9	6.5	1.4	0.109
Lettonie	1.1	4.9	0.8	0.128
Lituanie	1.8	4.8	0.5	0.199
Luxembourg	0.9	4.0	:	0.090
Hongrie	7.8	5.5	0.6	0.865
Malte	0.3	4.4	1.4	0.040
Pays-Bas	22.3	4.5	0.5	2.478
Autriche	11.7	5.2	0.3	1.238
Pologne	21.9	5.6	0.7	2.464
Portugal	9.3	5.5	0.1	0.947
Slovénie	2.0	5.4	0.9	0.233
Slovaquie	2.6	4.3	0.5	0.290
Finlande	8.2	6.0	0.1	0.834
Suède	16.8	6.6	0.2	1.731
Royaume-Uni	77.8	5.1	1.0	9.305

Source: Supplément au livre annuel GFS 2002

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union Européenne (UE-25) était de 10 817 milliards d'euros en 2005 (8), ce qui signifie que l'année considérée, les pays membres de la Communauté ont déboursé 60 milliards d'euros pour l'apprentissage des langues.

Pourtant, ceci est loin d'être la dépense la plus importante! Les coûts de renoncement sont beaucoup plus élevés. Cependant, avant de le démontrer, je mentionnerai quelques autres éléments concernant les coûts directs.

Premièrement, les chiffres ci-dessus ne comprennent pas le coût des séjours linguistiques pour l'apprentissage d'une langue étrangère (dépenses pour le voyage, coûts d'hébergement, etc.).

Après examen des données du Royaume-Uni concernant l'apprentissage linguistique, je propose de conclure ce qui suit:

- chaque année 800 millions de livres pour l'enseignement de l'anglais sont publiés.
- tous les ans, 700 000 personnes se rendent en Grande-Bretagne pour y apprendre l'anglais.
- en 2005, ces personnes ont approximativement dépensé directement 2,6 milliards d'euros en GB. Cependant, d'après Phillipson (9), le Royaume-Uni touche tous les ans 13 milliards d'euros grâce à l'apprentissage de l'anglais. Selon Grin (10), en 2004, cette somme était de 15 milliards d'euros, ce qui avec les intérêts équivaut à 17,4 milliards. Il existe une grande différence entre ces deux chiffres, mais il est possible que l'effet multiplicateur joue un rôle. Ce phénomène est aussi observable par exemple pour des investissements pour les infrastructures.

Pour résumer les résultats des calculs ci-dessus, on peut estimer grossièrement que l'ensemble des coûts directs de l'apprentissage des langues dans l'Union Européenne dépassent 70 milliards d'euros par an.

A présent, poursuivons notre étude en nous penchant sur les coûts de renoncement de l'apprentissage des langues et prenons bonne note du rapport qui existe entre ceux-ci et les coûts directs évoqués à l'instant.

2. Coûts de renoncement de l'apprentissage des langues

Les coûts de renoncement de l'apprentissage des langues prennent en compte les activités ou réalisations potentielles qui pourraient être effectuées pendant le temps “gaspillé”.

Si l'on considère une année de temps travaillé, nous pouvons dire que ceux qui ont étudié une langue étrangère commencent à travailler une année plus tard que ceux qui n'en ont pas étudié. Ceci ne signifie pas seulement une perte de revenu pour eux, mais aussi une diminution de la performance de l'économie nationale, y compris pour beaucoup d'entreprises. Cela signifie également un an en moins de collecte d'impôt pour l'État. Ainsi, la société doit subvenir aux besoins d'une génération pendant un an supplémentaire. (Bien sûr, connaître des langues est aussi un avantage pour la négociation de son salaire, mais il n'est pas pertinent de considérer ceci au regard du sujet de cette étude.)

Si l'on calcule à partir du salaire net moyen (d'après la base de données du KSH, 104 000 HUF en 2005), le manque à gagner correspond à $12 \times 104\ 000$, soit 1 248 000 de perte sur l'année entière pour chaque salarié. Les impôts et cotisations sociales ne pouvant être prélevés, cela signifie de surcroît un manque à gagner pour les finances publiques.

Ce manque à gagner correspond approximativement au même montant par personne que le salaire net. La base de données KSH nous informe également qu'en 2005, le nombre d'employés en Hongrie s'élevait à 4,2 millions de personnes. En conséquence, le montant total du coût salarial incluant les impôts et cotisations sociales était de $1\ 248\ 000 \times 4\ 200\ 000$, soit 5 242 milliards de HUF (pour l'ensemble de l'économie à l'échelle nationale). En rapportant cela à une période d'activité de 40 ans, la perte correspond à $1/40$ de ce montant par an, soit 131 milliards de HUF (chaque année, $1/40$ ème de la somme totale sur 40 ans est déboursée). Ceci correspond également à 0,6% du PIB.

Selon la base de données d'Eurostat, en 2005 dans l'Union Européenne des 25, le coût moyen du travail était de 21,2 euros par heure. La part des salariés était de 63,8% (prenant en compte les habitants âgés de 15 à 64 ans, ce pourcentage équivaut à 67,2%, soit 308,8 millions de personnes issues de l'UE-25, la population totale de l'Union s'élevant à 459,5 millions de personnes). Cela signifie que le nombre total de salariés était de 198 millions. Multiplié par le nombre d'heures de travail calculé ci-dessus, en calculant sur la base de 2000 heures travaillées par an, cela fait $21,2 \times 2000 \times 198\ 000\ 000$, soit 8 395 milliards d'euros. En divisant par 40, on obtient 210 milliards d'euros, ceci correspondant aux coûts de renoncement annuels engendrés par l'apprentissage des langues. Cela équivaut à trois fois le coût direct de l'apprentissage des langues!

Remarquons que les chiffres évoqués à l'instant sont valables pour l'apprentissage d'une seule langue étrangère. Naturellement, dans le cas où plusieurs langues étrangères sont apprises, les dépenses sont bien supérieures. D'un autre côté, il y a sans doute un certain nombre de personnes qui n'ont jamais appris de langue étrangère, pour cette raison le montant évoqué doit en réalité s'en trouver réduit. Je pense que dans le monde d'aujourd'hui, il n'en demeure pas moins qu'il est essentiel d'apprendre des langues étrangères et que tôt ou tard, tout le monde doit s'y mettre.

Ajoutons également que cette problématique (tout comme les coûts) concerne essentiellement les personnes qui n'ont pas l'anglais comme langue maternelle. Les locuteurs natifs de l'anglais ont un grand avantage sur notre territoire. Nous y reviendrons en détail plus tard.

II. Coûts des pertes d'informations dues aux difficultés de communication

La perte d'informations est l'un des problèmes les plus significatifs. Elle est observée à différentes occasions. Cela se traduit principalement par des désavantages pour les personnes qui ne communiquent pas en anglais.

L'interprétation est le moyen de transfert d'informations pendant lequel une part significative des données est perdue. Ceci est valable également quand des interprètes expérimentés et très entraînés sont employés, comme au sein des institutions de l'Union Européenne à Bruxelles. Nous pouvons mentionner comme exemple les rencontres du Conseil Européen qui sont des temps de consultations et de prises de décisions des chefs d'États ou de gouvernements des États membres. Pendant ces rencontres, le représentant de chaque pays parle dans sa langue maternelle. Même pendant les réunions de groupes de travail constitués d'experts, les participants parlent souvent leur propre langue. Dans ces situations, les locuteurs de l'anglais ont un avantage énorme pour deux raisons:

D'une part, parce que dans la pratique tous les participants comprennent l'anglais, ils peuvent comprendre les représentants de la Grande-Bretagne sans interprétation, alors qu'ils ne peuvent comprendre une autre personne ne parlant pas anglais que par l'intermédiaire d'un

interprète. En conséquence, les Britanniques jouissent d'un avantage exceptionnel pendant les débats et peuvent plus facilement imposer leur point de vue, alors que l'expérience montre que les interventions des participants non-britanniques sont souvent incompréhensibles pour les autres. Très souvent, les experts sont obligés de demander aux experts non-anglophones de leur expliquer de quoi en fait l'intervenant est en train de parler (par exemple le dirigeant d'un certain pays, dont l'intervention est interprétée dans la langue des autres participants).

D'autre part, un problème supplémentaire est que dans les institutions de l'UE, il est impossible d'interpréter de façon directe dans toutes les langues à cause du nombre important d'idiomes. Dans le cas de 25 langues, 25x24, 600 combinaisons différentes seraient nécessaires. D'ailleurs, il existe un règlement dans les institutions de l'Union qui stipule qu'un interprète n'a le droit d'interpréter que vers sa langue maternelle. Néanmoins, il est impossible d'employer autant d'interprètes que nécessaire pour respecter cette règle et une interprétation de cette ampleur rendrait très difficile le recrutement de spécialistes convenant à la tâche alors qu'à chaque réunion du Conseil (soit une rencontre des premiers ministres, ministres des finances, ministres des transports, etc...), il y aurait besoin de mettre des interprètes parlant le hongrois comme langue maternelle à disposition des acteurs du débat pour par exemple traduire du lituanien, letton, estonien, portugais et autres langues de l'UE vers le hongrois.

Pour éviter ce problème de taille, les interventions sont d'abord interprétées dans une langue intermédiaire - presque toujours l'anglais - puis traduites de cette langue intermédiaire vers d'autres langues. La double interprétation conduit à répéter la perte d'information. (Nombre d'expériences pratiques prouvent que les exemples d'incidents de traduction sont quotidiens pendant les interprétations comme dans l'oeuvre humoristique de Frigyes Karinthy. Le célèbre écrivain et poète hongrois dans son oeuvre intitulée *Műfordítás* ("Traduction d'un poème") a traduit une poésie plusieurs fois du hongrois vers l'allemand et inversement: à la fin, la signification du poème dans son ensemble avait complètement changé.

Dans la pratique, pour les instances de l'Union Européenne, ne pas rédiger en anglais (ou peut-être en français) représente des coûts importants pour les particuliers, entreprises et autres institutions se tournant vers ces instances. Théoriquement, il est permis de s'adresser aux institutions de l'Union dans la langue officielle de n'importe quel État-Membre. En pratique cependant, si quelqu'un s'adresse aux institutions dans une langue autre que l'anglais ou peut-être le français, quand bien même la personne en charge du dossier réceptionne le courrier, aucune lecture n'en sera faite parce que la personne ne lit pas la langue en question.

Comme la traduction officielle de ce genre de courrier prend beaucoup de temps, l'administrateur cherchera en général un collègue pour obtenir d'abord une description du contenu dans les grandes lignes ou une traduction grossière. D'un côté, cela freine tout le monde dans son travail – c'est une des raisons pour laquelle les administrateurs n'apprécient guère ce genre de courrier – d'un autre côté, ces “traductions-éclair” engendrent à nouveau des pertes d'informations importantes. Un autre désavantage est que l'expéditeur du courrier n'en reçoit une réponse que plus tardivement.

Les pertes d'informations n'ont pas uniquement lieu sur ce terrain-là. Dans les entreprises, les institutions de recherche, la communication entre particuliers, le flux d'information sont grandement entravés à tous les niveaux dès lors que l'on recourt à différentes langues. Ceci se produit de différentes façons: par exemple ils ne parviennent pas à envoyer à temps une information convenable à un partenaire étranger, les participants d'une conférence ne connaissant pas une langue donnée sont désavantagés, pour eux il est difficile de comprendre les standards du secteur international ou industriel qui ne sont principalement diffusés qu'en anglais. Cela représente une proportion importante relativement à l'économie d'un pays.

III. Coûts additionnels pour la société et l'économie

Dans la plupart des pays, les différentes organisations et entreprises déboursent une somme d'argent significative pour pouvoir communiquer en langues étrangères (principalement en anglais). Ils traduisent leurs publications et prospectus en anglais, s'infligeant des dépenses non négligeables. Sur leur site internet, l'information est également rendue disponible en langues étrangères, généralement en anglais (parfois l'information la plus importante seulement, mais plus souvent dans la pratique ils doublent leur site). Attirer et garder des négociateurs parlant plusieurs langues étrangères requiert également beaucoup de fonds.

Le montant dépensé pour l'interprétation et la traduction est estimé à environ 5 milliards d'euros dans l'Europe des 15 (II).

A la suite du dernier élargissement de 2004, la population de l'Union a augmenté de 19,3%, mais le revenu national des nouveaux États membres correspond à environ 50% de

celui des anciens États membres et sur ce point-là, il faut prendre en compte le marché qui augmente de 10%. Ainsi, dans l'UE des 25, le montant dépensé pour la traduction et l'interprétation était de 5,5 milliards d'euros en 2004 (12).

Dans le cas d'une répartition égale, chaque pays devrait partager les coûts de la communication linguistique en fonction de la proportion que représente sa population dans l'Union Européenne. Dans la figure 1, je montre ce que représente la population de la Grande-Bretagne par rapport à celle des autres États membres. Dans la figure 2, on peut observer qu'en ce qui concerne la communication linguistique, le rapport n'est de loin pas le même, puisque selon la Commission Européenne, la langue anglaise représente 50%!

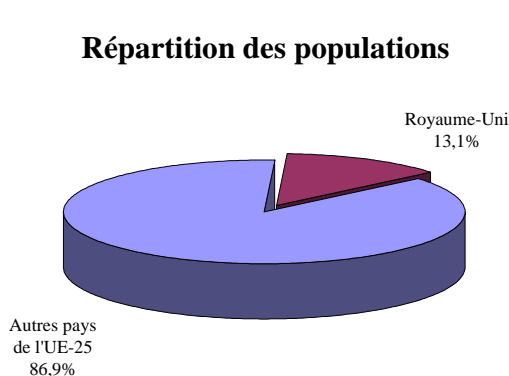


Fig. 1

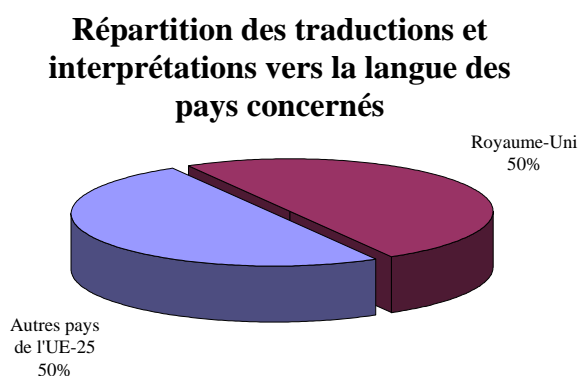


Fig. 2

En conséquence, si l'on considère la répartition de la population, la communication vers l'anglais ou depuis l'anglais devrait correspondre à 13% des coûts soit 0,72 milliard d'euros. Cependant, ce coût s'élève en ce moment à 2,76 milliards d'euros, ce qui est le quadruple du chiffre précédent! Les États membres payent donc approximativement 2 milliards d'euros supplémentaires juste pour communiquer via l'anglais.

Ce monopole linguistique donne des avantages supplémentaires à ceux qui parlent une langue en particulier. Les locuteurs de la langue dominante ont également des avantages en pouvant proposer certains services (comme l'enseignement, l'interprétation, la traduction, la révision ou la publication de textes dans leur langue, en fournissant et en exportant du matériel éducatif). En examinant le matériel ou les sites internet de la Grande-Bretagne, nous pouvons difficilement trouver des langues autres que l'anglais, alors qu'à l'inverse, dans d'autres pays toute grande entreprise ou organisation a son site également disponible en langue anglaise.

IV. Désavantages pour ceux qui ne parlent pas la langue de communication spécifique comme langue maternelle

Les désavantages pour ceux qui ne parlent pas une langue en particulier comme langue maternelle sont très variables et difficiles à estimer à cause de l'effet multiplicateur. Même si certains sont plus expérimentés de par leur profession, les faiblesses en communication au niveau d'expression d'un locuteur non-natif peut conduire à une sérieuse mise en retrait.

Un bénéficiaire hongrois d'une bourse d'État qui a passé un an à l'étranger, diplômé avec distinction en économie -d'une part grâce à sa formation et d'autre part grâce à ses stages pratiques – m'a raconté cette histoire instructive:

„Discussion, débat, harmonisation: ici en Hongrie, si nous discutons avec un anglophone natif, nous devons nous adapter à lui. Dans notre entreprise par exemple, il y a un collègue britannique qui ne parle pas hongrois, et à cause de lui tout le monde doit parler anglais. Quel que soit le sujet dont nous parlons, nous le faisons en anglais. Prenez n'importe quel raisonnement, les arguments du collègue britannique seront toujours mieux exprimés, bien mieux soutenus que les nôtres défendus avec l'anglais comme langue étrangère. Si nous pouvions raisonner en hongrois, le résultat serait souvent différent!”

Selon lui, il y a d'autres avantages excessifs découlant de l'unique fait de parler l'anglais comme langue maternelle:

“Nous suivons des présentations audio en anglais d'où l'on doit extraire des informations concernant des secteurs de l'industrie, des produits, etc... Tout le monde sans exception doit passer une épreuve de ce type! Tout le monde sauf lui, à cause de sa langue maternelle! Souvent, il ne sait pas certaines choses et nous pose des questions. Pourquoi ne devrait-il pas passer l'épreuve? Les présentations sont en anglais de toutes façons...”

Ce n'est évidemment pas une situation unique concernant les entreprises.

Une autre partie de son témoignage décrit la situation des employés maîtrisant l'anglais de façon moindre:

“Pendant une réunion par exemple, si quelqu'un ne parle pas bien anglais, alors cette personne n'ose pas intervenir, mais si la conversation est en hongrois, la même personne parlerait probablement. Cela n'est évidemment possible que s'il n'est pas le seul locuteur du hongrois.”

Ce que nous venons d'évoquer est à mettre en rapport avec le fait que le salaire des employés anglophones natifs est plus élevé de telle sorte qu'il vaille la peine de travailler chez nous alors que par ailleurs, ils travaillent moins et ont moins d'enthousiasme que les employés hongrois. L'année de travail manquante pour cause d'apprentissage des langues doit être mentionnée également dans le bilan car pendant qu'un individu apprend une langue étrangère, l'anglophone de naissance – britannique ou irlandais, pour l'Europe – peut passer du temps pour s'améliorer dans son domaine professionnel de compétence ou dans d'autres domaines, jouissant ainsi d'un avantage concurrentiel injuste sur tous les autres.

V. Avantage concurrentiel du Royaume-Uni dans l'Union Européenne, une conséquence de l'inégalité linguistique

Il est bien connu que la domination du recours à l'anglais est vraiment très grande dans les relations internationales à l'intérieur de l'Union Européenne. Dans les autres États membres, le taux d'enseignement de l'anglais comme langue étrangère augmente, et comme montré dans le tableau 2, le nombre de locuteurs de l'anglais dans la tranche d'âge des plus jeunes augmente également (les chiffres du tableau expriment des pourcentages).

Tableau 2: Connaissance de l'anglais dans les États membres de l'UE par tranche d'âge en 2000

Pays	Age						
	15-25	26-44	45-64	65+	La plus grande divergence du groupe d'âge examiné	La différence entre le groupe âgé de 15 à 25 ans et le groupe âgé de 26 à 44 ans	Le pays entier
Allemagne (ouest)	54.8	40.4	32.3	13.8	41.0	14.4	34.6
Allemagne (est)	47.7	22.5	10.9	4.0	43.7	25.2	18.6
Autriche	50.9	33.6	18.6	10.2	40.7	17.3	29.4
Belgique	49.5	33.8	24.7	8.7	40.8	15.7	29.5
Danemark	74.4	66.2	50.2	31.3	43.1	8.2	56.1
Espagne	29.8	18.7	6.0	1.3	28.5	11.1	15.3
Finlande	59.6	47.4	21.3	6.2	53.4	12.2	36.9
France	42.0	28.7	15.2	5.4	36.6	13.3	24.4
Grèce	67.3	36.9	12.0	4.9	62.4	30.4	29.4
Italie	45.3	26.9	7.8	2.3	43.0	18.4	21.5
Luxembourg	46.2	43.5	36.0	32.5	13.7	2.7	40.3
Pays-Bas	76.0	73.2	53.0	38.1	37.9	2.8	63.7
Portugal	42.6	24.9	9.7	2.3	40.3	17.7	21.3
Suède	93.1	86.9	72.5	55.1	38.0	6.2	78.3
UE-15 *	40.2	30.3	18.5	8.5	31.7	9.9	24.6

* Inclut également le Royaume-Uni et l'Irlande

Source: Eurobaromètre

Tableau 3: Les trois langues étrangères les plus fréquemment utilisées dans chaque État-Membre et État-Candidat de l'Union Européenne en 2005. (source: Eurobaromètre)

Belgique		République tchèque		Danemark	
Anglais	52%	Allemand	31%	Anglais	83%
Français	44%	Anglais	24%	Allemand	54%
Allemand	25%	Russe	19%	Suédois	19%
Allemagne		Estonie		Grèce	
Anglais	51%	Russe	62%	Anglais	44%
Français	12%	Anglais	41%	Français/Allemand	8%
Allemand	7%	Finnois/Allemand	18%	Italien	3%
Espagne		France		Irlande	
Anglais	20%	Anglais	34%	Gaélique	21%
Espagnol	9%	Espagnol	10%	Français	19%
Français	8%	Allemand	7%	Anglais	6%
Italie		Chypre		Lettonie	
Anglais	29%	Anglais	71%	Russe	67%
Français	11%	Français	11%	Anglais	34%
Allemand/Espagnol	4%	Allemand/Italien	3%	Letton	24%
Lituanie		Luxembourg		Hongrie	
Russe	79%	Français	90%	Allemand/Anglais	16%
Anglais	26%	Allemand	84%	Russe/Autres	2%
Polonais	17%	Anglais	66%	Plusieurs langues	1%
Malte		Pays-Bas		Autriche	
Anglais	89%	Anglais	87%	Anglais	53%
Italien	60%	Allemand	66%	Français	11%
Français	17%	Français	24%	Italien/Autres	8%
Pologne		Portugal		Slovénie	
Anglais	25%	Anglais	26%	Croate	61%
Russe	24%	Français	20%	Anglais	56%
Allemand	19%	Espagnol	10%	Allemand	45%
Slovaquie		Finlande		Suède	
Tchèque	31%	Anglais	60%	Anglais	85%
Allemand	28%	Suédois	38%	Allemand	28%
Russe	25%	Allemand	17%	Français/Norvégien	10%
Royaume-Uni					
Français	14%				
Anglais	7%				
Allemand	6%				
Bulgarie		Croatie		Roumanie	
Russe	21%	Anglais	43%	Anglais	26%
Anglais	15%	Allemand	33%	Français	17%
Bulgare	11%	Italien	12%	Autres	5%
Turquie		Com. turque de Chypre			
Anglais	18%	Anglais	43%		
Turc	6%	Grec	19%		
Allemand	4%	Allemand	5%		

Selon le tableau 3, l'anglais est la langue étrangère la plus parlée dans les pays de l'UE: avec un taux de locuteurs de 34%, il dépasse de loin l'allemand (12%) et le français (11%). De plus, cette domination ne fait qu'augmenter d'année en année (13).

La figure 3 montre que les pays membres ou candidats où les habitants parlent le moins de langues étrangères sont la Grande-Bretagne, la Hongrie et la Turquie. Ceci prouve également que la Grande-Bretagne ne dépense pas beaucoup pour l'enseignement des langues, et que les citoyens britanniques n'ont pas réellement besoin d'apprendre des langues étrangères. Il semble que dans la situation actuelle, ces derniers attendent de tous les États membres qu'ils comprennent leur langue, l'anglais.

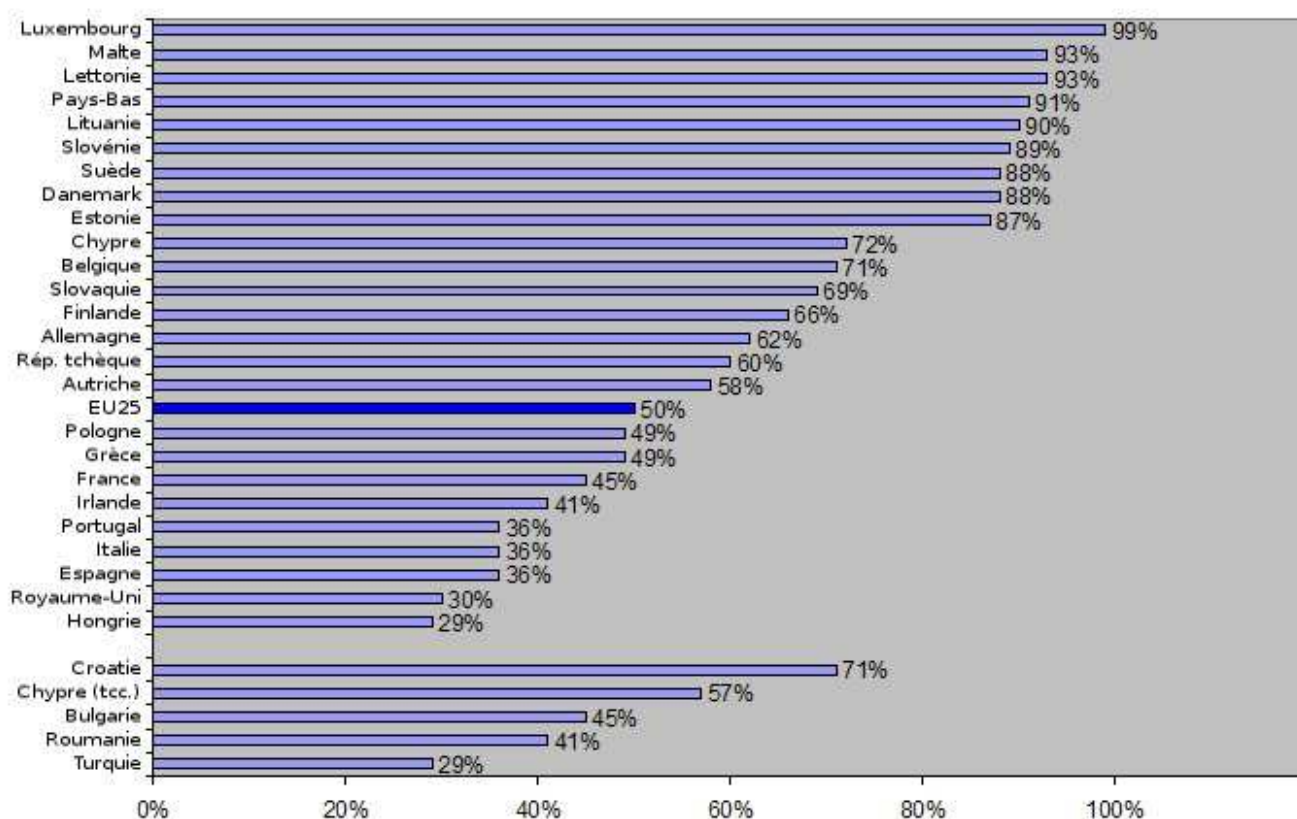


Fig. 3: Taux de locuteurs d'une langue étrangère dans les pays membres et candidats de l'UE en 2005
(source: Eurobaromètre)

Pour les raisons évoquées ci-dessus, j'ai examiné et résumé de quels genres d'avantages compétitifs jouissait la Grande-Bretagne et quels sont les désavantages supportés par les autres États membres du fait de la domination de l'anglais dans l'UE.

1. Coûts directs de l'apprentissage des langues

Les dépenses directes pour l'apprentissage des langues s'élèveraient à 70 milliards d'euros par an dans l'UE. Ceci inclut également les dépenses du Royaume-Uni.

Cependant, la Grande-Bretagne est le pays où les langues étrangères sont généralement enseignées de façon confidentielle. Seulement 3% des écoles enseignent des langues étrangères à tous les niveaux à l'ensemble des élèves, 20 à 30 minutes par semaine. D'après une enquête, on n'a pas trouvé plus de trois écoles où plus de 50 minutes par semaine étaient consacrées à l'enseignement des langues. Au Royaume-Uni, les dépenses par personne s'élevaient à 36 euros selon des estimations approximatives (14). En comparaison avec la France, les Britanniques économisent 100 euros par personne grâce à cet enseignement linguistique minimaliste. Cela correspond à 6 milliards d'euros économisés par an. Les dépenses totales pour l'enseignement des langues en Grande-Bretagne s'élèvent à 2,165 milliards d'euros contre 8,235 milliards pour la France. Si l'on applique cette proportion de dépenses à d'autres États membres, alors on en déduit que les dépenses pour l'enseignement des langues en Grande-Bretagne sont minimales comparé aux dépenses d'autres pays. Ainsi, dans ces proportions, le désavantage pour les autres États membres s'élève à 70 milliards d'euros par an pour l'enseignement des langues.

2. Coût de renoncement de l'apprentissage des langues

Dans les pays de l'UE-25, les coûts de renoncement pour l'enseignement des langues représentent 210 milliards d'euros. A cela nous devrions soustraire les dépenses effectuées pour l'enseignement des langues par le Royaume-Uni qui pour les raisons mentionnées plus haut ne sont pas significatives.

3. Coûts résultant d'autres facteurs

Dans ce paragraphe, je regroupe les phénomènes décrits dans les chapitres II-IV (dépenses dues aux pertes d'information résultant de problèmes de communication, autres coûts supplémentaires pour la vie économique et sociale, les désavantages pour les personnes ne parlant pas une langue donnée à un niveau élevé). Il est extraordinairement difficile de chiffrer les désavantages causés par les coûts supplémentaires résultant de ces „autres facteurs”. Les données macroéconomiques ne peuvent d'ailleurs sans doute pas être utilisées

dans ce but, mais nous pouvons appliquer la méthode „de bas en haut” en inspectant à quel point ces coûts supplémentaires arrivent en tête dans certaines entreprises et établissements, et de ces informations nous devrions pouvoir connaître les dépenses pour l'économie à l'échelle nationale. Cependant, le temps et les ressources financières pour préparer cette étude sont loin d'être suffisantes. Il est cependant probable que tout cela dépasse les coûts d'apprentissage des langues, c'est pourquoi j'ai calculé 70 milliards d'euros dans ces conditions.

4. Synthèse

Pour résumer les 3 facteurs importants évoqués ci-dessus, leur coût équivaut à $70+210+70$ soit 350 milliards d'euros. Ainsi, le Royaume-Uni a beaucoup d'avantages sur les autres États membres de l'Union Européenne. Cette somme d'argent représente 3,2% du PIB de l'Union Européenne (qui s'élevait à 10 187 milliards d'euros en 2005). Ce montant absolument énorme influence de façon significative la compétitivité et l'UE et ses États membres devraient s'en préoccuper sérieusement.

L'Union Européenne en 2005 comptait 460 millions d'habitants et la population de la Grande-Bretagne s'élevait à 60 millions de personnes. Si l'on ne compte pas la population britannique, le reste de la population de l'UE comprend 400 millions de personnes. Si l'on répartit les 350 milliards d'euros sur cette population de 400 millions de personnes, on obtient un coût par personne de 875 euros. Ainsi, le Royaume-Uni a une dette à l'égard des citoyens des autres États membres à la hauteur de cette somme.

Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'elle n'est pas récente et existe depuis longtemps. En conséquence, les coûts de cet avantage compétitif injuste s'accumulent.

Les taux d'intérêt sur le déficit de revenu et la fracture entre les générations implique plusieurs désavantages supplémentaires, sans même compter l'accumulation du manque à gagner pour les finances publiques.

(L'Irlande est sans doute à compter également parmi les bénéficiaires. Néanmoins, il n'est pas juste de considérer la situation en Irlande comme équivalente en GB et en Irlande dans la mesure où l'Irlande a été conquise et opprimée par le Royaume-Uni, et la langue anglaise lui a été imposée. La langue irlandaise continue néanmoins à vivre et est largement utilisée, et il serait très important de sauvegarder et soutenir les cultures et traditions irlandaises!)

Dans les calculs ci-dessus, je n'ai pas traité du fait que la compétitivité faussée dont il est question n'est pas uniquement valable entre la Grande-Bretagne et les autres États membres: elle existe mondialement. A l'échelle du monde, celle-ci profite en premier lieu aux États-Unis d'Amérique qui sont en grande partie responsable de la situation. Néanmoins, ceci devrait faire l'objet d'une autre étude, puisque la présente n'estime l'ampleur de la fausseté de la compétitivité induite par l'inégalité linguistique qu'à l'échelle de l'Union Européenne.

VI. Suggestions pour atténuer le problème

Comme dans tous les cas de problèmes sociaux, la première étape pour aller vers un amoindrissement du problème est de faire prendre conscience au public et aux décideurs de la situation en mettant à leur disposition les informations nécessaires et en étant capable d'agir de façon éclairée contre le problème qui jusqu'à présent a été imprudemment négligé.

D'un autre côté, la Commission Européenne doit examiner les possibilités qui pourraient conjurer le problème et par la suite prendre des décisions en considérant cette situation aussi vite que possible, dans la mesure où, selon le Traité instituant la Communauté européenne, il est du ressort de la Commission Européenne de garantir l'application des principes du Traité.

Article 211

“En vue d'assurer le fonctionnement et le développement du marché commun, la

Commission :

- veille à l'application des dispositions du présent traité ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celui-ci,*
- formule des recommandations ou des avis sur les matières qui font l'objet du présent traité, si celui-ci le prévoit expressément ou si elle l'estime nécessaire,*
- dispose d'un pouvoir de décision propre et participe à la formation des actes du Conseil et du Parlement européen dans les conditions prévues au présent traité,*
- exerce les compétences que le Conseil lui confère pour l'exécution des règles qu'il établit.”*

Reconnaissant les principes ci-dessus, la question pour moi est de savoir quand et comment la Commission Européenne contraindra la Grande-Bretagne à nous payer le montant résultant de l'avantage compétitif injuste abordé tout au long de ce rapport.

Bibliographie:

1. **Traité instituant la Communauté européenne.** Primary right of the European Union – text of contracts and related documents of the European Union’s basis. (version that is operative after the merging and written into organic frame). Igazságügyi Minisztérium, Európai Közösségi Jogi Főosztály, 2004. http://www.im.hu/download/eusz-eksz_eaksz_hu_04-05-01.pdf/eusz-eksz_eaksz_hu_04-05-01.pdf
2. Flexibility and Competitiveness: Labour Market Flexibility, Innovation and Organisational Performance (Flex-Com) Final Report Participants:Project is funded by the European Commission DG Research in the framework of Contract HPSE-CT-2001-0009 <http://ec.europa.eu/research/social-sciences/pdf/finalreport/98-3068-final-report.pdf>
3. **Global Competitiveness Report.** World Economic Forum. <http://www.weforum.org/en/initiatives/gcp/Global%20Competitiveness%20Report/index.htm>
4. Professeur François GRIN, **L’enseignement des langues étrangères comme politique publique.** Rapport établi à la demande du Haut Conseil de l’évaluation de l’école, Septembre 2005
5. **Magyar Statisztikai Évkönyv 2005**, KSH, Budapest, 2006
6. **Háztartásstatisztikai Évkönyv 2005.** KSH, Budapest, 2006
7. **Supplement to the 2002 GFS Yearbook**, IMF
8. **Europe in figures.** Eurostat yearbook 2006-07
9. Phillipson, Robert, 2003: **English-Only Europe?** London: Routledge.
10. Professor François GRIN, **L’enseignement des langues étrangères comme politique publique.**
11. ASSIM, 2000 : **Évaluation de l’incidence économique et sociale du multilinguisme en Europe.** Rapport final–Phase 3, Actualisation quantitative.
12. Professeur François GRIN, **L’enseignement des langues étrangères comme politique publique.** Rapport établi à la demande du Haut Conseil de l’évaluation de l’école, Septembre 2005 – ASSIM alapján számolt adatai
13. **Europeans and Languages.** Eurobarometer 2005. http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_237.en.pdf
14. Professor François GRIN, **L’enseignement des langues étrangères comme politique publique.**

Remerciements

En plus de mon référant, je souhaite adresser mes remerciements à Dr. Antalóczy Katalin pour ses commentaires utiles sur mon sur l’ébauche de cette étude.

Je remercie Fabien TSCHUDY pour la traduction en français de cette étude, ainsi qu'Olivier FAURAX, Didier JANOT et Laurent VIGNAUD, pour la relecture de la traduction.

Cette étude est téléchargeable sur <http://www.ekolingvo.com>.